

La voix de l'Opposition de gauche

Mission impossible. Comment ne pas se fourvoyer en évitant de poser la question de la illégitimité des institutions ?

9 septembre 2012

En fait ce que veut l'oligarchie financière, c'est vivre la vie de château sous la monarchie en imposant leur dictature à la terre entière via un Nouvel ordre mondial, disposer d'une telle puissance et richesse que le monde est son sujet, il lui est totalement soumis, l'esclavage que nous réserve le TSCG en le suivant à la lettre, le même résultat pourrait être envisagé ou atteint sans le TSCG.

Jacques Nikonoff a titré sa chronique du 4 septembre :*S'il faut un référendum, c'est sur l'euro et l'Union européenne, pas sur le TSCG.*

Suivons le cheminement de sa pensée pour voir où cela le conduit, c'est instructif à plus d'un titre.

L'ensemble de sa démonstration va consister à faire pression sur les parlementaires, autrement dit légitimer les institutions de la Ve République.

- *"Cependant, la revendication d'un référendum sur le TSCG est inappropriée. Elle n'est pas adaptée à la situation et fait même office de diversion par rapport aux causes profondes de la crise. C'est un référendum sur l'appartenance à l'Union européenne et au maintien dans la zone euro qui devrait être organisé si l'on voulait être vraiment démocrate, car là se trouvent les racines des difficultés. Dans l'immédiat, c'est une pression maximale qui doit être exercée sur les parlementaires pour qu'ils votent « non », début octobre, à la loi de ratification du TSCG qui leur sera proposée."*

En Grande-Bretagne, Cameron n'est pas concerné par le TSCG et pourtant il a mis en oeuvre une politique identique soit dit en passant.

Il estime que le TSCG est ou aboutit à *"un non sens économique"*, parce qu'il faudrait s'attendre à autre chose de la part du gouvernement Hollande-Ayrault ?

Il se fait le défenseur de l'Etat bourgeois et des capitalistes auxquels il prodigue ses conseils :

- *"...les États ont besoin d'un certain endettement. Il permet de lever des fonds pour ajuster la trésorerie, et pour les investissements d'avenir. Imaginons que l'on oblige les entreprises privées à avoir un déficit zéro. Elles ne pourraient tout simplement plus investir !" Quel drame, on en a la larme à l'oeil !*

Un de ses objectifs est clairement affiché ici : redorer le blason de l'Etat des capitalistes qui serait le garant de notre *"bien-être"*, ne vous marrez pas, c'est écrit en toute lettres :

- *"Il faut absolument relégitimer la nécessité, pour l'État, d'emprunter (mais pas aux marchés financiers) pour financer les dépenses d'avenir afin d'assurer le bien-vivre des générations futures."*

Pour y parvenir, vous et moi sommes évidemment disposés à consentir de nouveaux sacrifices :

- *"Les citoyens sont disposés à faire des efforts et à accepter des contraintes. Mais à une condition : qu'ils soient justes et efficaces. Or ce n'est absolument pas le cas avec le Pacte budgétaire."*, il tient là le même discours que Hollande ("*efforts justes*"), Ayrault ou Parisot.

Quand il est question de la Constitution... pour immédiatement après l'enterrer :

- *"Pour le Conseil constitutionnel une loi organique est largement suffisante. Une loi organique a pour objet de compléter la Constitution afin de préciser l'organisation des pouvoirs publics. Dans la hiérarchie des normes juridiques, elle est placée en dessous de la Constitution mais au-dessus des lois ordinaires. Le contrôle de la conformité de la loi organique à la Constitution par le Conseil constitutionnel est obligatoire."*

En réalité, la Constitution d'un pays se compose d'un texte juridique qui entérine les rapports entre les classes, de lois, de décrets et d'ordonnances, sans oublier les traités internationaux signés. Donc d'une manière ou du autre, comme tous les autres traités, le TSCG vient s'intégrer à l'arsenal juridique déjà existant renforçant le caractère de classe de l'Etat.

Mais un malheur n'arrivant jamais seul, la Banque de France et la politique monétaire se voient gratifier d'une mission sociale, pour ne pas dire prolétarienne :

- *"La reprise en main de la Banque de France et de la politique monétaire ne serait plus à l'ordre du jour ?" A croire qu'un jour elles furent à notre service. Nikonoff a la fâcheuse tendance à prêter aux institutions, y compris financières, des intentions qu'elles n'ont jamais eu en réalité pour avoir toujours été au service de la classe dominante, non ?*

Il en arrive à enfoncer des portes ouvertes parce qu'il ne peut pas aller au bout de son analyse :

- *"Enfin, cette exigence d'un référendum sur le TSCG exonère de fait les parlementaires de leurs responsabilités, particulièrement les parlementaires socialistes. La majorité des députés PS a été élue sur la base de la renégociation du traité, c'était l'engagement de François Hollande, qui vaut pour tous les députés."*

Certes, un référendum aurait surtout comme vertu d'éviter de poser la question de la légitimité de l'Assemblée nationale et donc des institutions. Sinon, pourquoi tout le monde s'est-il engouffré comme un seul homme dans le référendum de 2005 sans que jamais cette question ne soit posée ?

- *"Imaginons un instant que l'évènement (une catastrophe - Ndlr) se produise, qu'un référendum se tienne, et qu'il donne la majorité au « non ». Que se passe-t-il ? Rien ! Le cadre juridique de l'Union européenne reste identique : celui des traités de Lisbonne, d'Amsterdam, de Nice, de Maastricht... Bref, les politiques de l'Union européenne restent inchangées, l'euro est toujours là à nous étrangler. C'est pour parvenir à un résultat aussi nul qu'on nous demande de nous mobiliser pour un référendum sur le TSCG ?"*

Ce n'est pas une conclusion, c'est un constat. Il en irait de même en rompant avec l'UE et l'euro, avec tous les traités que vous voulez si vous ne remettez pas en cause l'existence des institutions de la Ve République, cela ne changerait absolument rien aux rapports entre les classes dominés par la classe des capitalistes. J'ai comme dans l'idée que c'est pour cette raison qu'ils évitent de poser la

question des institutions, pour ne pas remettre en cause les rapports sociaux de production, le capitalisme.

Il voudrait nous renvoyer dans les sales pattes des parlementaires du PS :

- *"Reconnaissons alors que le plus urgent, pendant les quelques jours qui restent, est d'organiser le harcèlement des parlementaires. Il faut les contraindre à s'exprimer publiquement pour justifier leur vote. Et leur faire comprendre que s'ils acceptent de renoncer à leur souveraineté budgétaire, nous ne voterons pas pour eux aux prochaines élections. Telle est l'urgence du moment."*

On aura compris qu'à l'instar de tous les autres partis, il est incapable de développer une politique indépendante du PS qui caractérise son incapacité à rompre avec les institutions de la Ve République.

Il le confirme en rappelant les initiatives que son mouvement a prises.

- *"Un appel des citoyens aux parlementaires pour que ces derniers votent « non » au TSCG."*

- *"Une lettre ouverte adressée individuellement à chaque parlementaire par des collectifs locaux."*

- *"Une manifestation nationale fin septembre qui ciblerait le palais Bourbon. Ceux qui voudront défiler pour un référendum pourraient l'exprimer dans la manifestation ; ceux qui voudront faire pression sur les parlementaires pourraient également le faire savoir. Le mot d'ordre le plus unificateur de la manifestation serait alors : « Contre la ratification du TSCG »."*

Nous lui préférons le mot d'ordre suivant qui a l'avantage d'intégrer le TSCG, le combat contre la dictature du capital et la question du pouvoir ou de l'Etat qui est à l'ordre du jour dans tous les pays de l'UE a des degrés divers, objectifs et tâches que doit se fixer la classe ouvrière :

A bas les institutions de la Ve République qui consacrent la dictature du capital avec le TSCG !